

> Communiqué de presse

COVID 19 : dévoués mais révoltés

Ce matin le syndicat SUD Santé de l'AP-HP a pu interroger la secrétaire d'Etat sur un plateau télé. A la question de Cathy Le Gac, notre co-secrétaire générale, sur la reconnaissance salariale au-delà des merci, encouragement et autres paroles, la ministre botte en touche et nous explique comment le gouvernement fait tout bien.

Ce gouvernement nous amène au front sans les effectifs suffisants, sans le nombre de lits nécessaire, sans le matériel indispensable... Mais toujours avec certitude, avec condescendance, avec mépris. Les tiraillements entre l'ancienne ministre de la santé et le premier ministre tentent de démontrer à quel point l'économique et le politique ont prévalu sur la santé et l'intérêt général. Ce choix reste le leur malgré les discours, les effets d'annonce et la crise sanitaire qui s'aggrave de jour en jour.

Entre le discours du président sur l'état providence et l'orthodoxie libérale du premier ministre et des ministres de l'économies, nous atteignons là les limites de la république en marche et parce que nous les connaissons aussi nous savons qu'ils seront toujours plus sensibles aux sirènes financières que sociales.

La question pour les hospitaliers est alors de savoir comment cette crise sanitaire et le rôle central qu'ils y jouent, ne serait pas le meilleur contexte pour obtenir ce qu'ils réclament depuis trop longtemps sans résultats dans un contexte normal. La population qui nous soutient et nous remercie tous les jours à 20 heures, qui semble acquise à notre cause, peut-elle imaginer dans le contexte un retrait de ses soignants et de compter ses morts en attendant que le gouvernement ajoute des actes au discours ? Si ce n'est le cas, la population, le peuple doit peser sur le gouvernement et l'obliger à agir. Le moment est à ce point grave qu'il exige une reprise en main rapide de notre destinée à tous.

Nous ne sommes pas encore au pic de l'épidémie et déjà nous avons des trous dans les plannings, nous faisons déjà des heures supplémentaires. Les élèves infirmiers sont appelés en renfort, envoyés au front pour 1,40 € del'heure. Nous sommes rationnés en matériel de protection en masques FFP2 notamment, nous travaillons avec le risque de choper ce virus à tout moment, de le ramener chez nous et de contaminer nos proches. La transformation de lits d'hospitalisation en lits de réanimation oblige de nos collègues une adaptation anxiogène face à des prises en charge de patients qu'elles maîtrisent moins. Mais elles le font, y'a pas le choix, c'est dans l'intérêt du patient. Ce dévouement d'aucun voudrait le qualifier, en appelle même nos linguistes et sémiologues à la création de néologisme pour définir cet engagement. En l'occurrence, il ne faudrait surtout pas que ce soit du « foutagedegueulisme » de la part de nos dirigeants.

Parce que cet engagement n'est pas celui de héros mais de professionnels, nous devons être traités ainsi. Notre reconnaissance passe alors non par des remerciements aussi chaleureux soient-ils mais par une revalorisation de nos salaires et l'attribution immédiate d'une prime pour service à la nation. Les militaires l'ont, le blanc vaut bien le kaki.